

Déterminants De La Politique Monétaire Sur L'économie Congolaise (2010–2016) : Le Rôle De La Masse Monétaire Et Du Taux De Change

ODIMBA PLAMEDI

Chercheur en Sciences Economiques

Licencié en Economie Monétaire et Internationale

Expert en Finances Publiques/Ministère du Budget RDC

Formateur en Budget Programme

Mail : odimbapla@gmail.com

Numéro : +243823013020

Université Pédagogique Nationale B.P 8815

FASEG, Département de sciences de gestion, option : Economie Monétaire et Internationale

Kinshasa, RDC - Mars 2026



Résumé : Cette étude examine les déterminants de la politique monétaire sur l'économie congolaise pour la période 2010–2016. L'objectif est de comprendre comment les instruments de la Banque centrale du Congo (taux directeur, masse monétaire, taux de change, réserves de change) influencent la croissance économique et la stabilité des prix.

Sur la base d'une analyse descriptive et d'une approche de modélisation multivariée, les résultats montrent que la croissance soutenue du PIB, en moyenne de 6,5 % entre 2011 et 2016, coïncidait avec une inflation relativement faible inférieure à 10 %, soutenue par une politique monétaire prudente et une stabilisation du taux de change. Cependant, l'efficacité reste limitée par des facteurs structurels tels que la forte dollarisation, la faiblesse institutionnelle du BCC et la dépendance aux matières premières.

Les principales recommandations portent sur le renforcement de l'indépendance de la Banque centrale, un meilleur contrôle de la masse monétaire, une gestion plus stricte de la dollarisation et une coordination renforcée entre la politique monétaire et budgétaire afin d'assurer une croissance durable et une stabilité macroéconomique en RDC.

Mots-clés : Politique monétaire, inflation, taux de change, dollarisation, BCC, croissance économique, macroéconomie, analyse multivariée.

Abstract: Over the period 2011–2016, the Congolese economy recorded sustained real GDP growth of about 6.5% per year, compared to an average annual contraction of 4.5% between 1991 and 2002. GDP per capita increased by 6.2% in 2015, reaching 514 USD, from 484.2 USD in 2014. At the same time, the nominal exchange rate stabilized, contributing to a reduction in inflation, which remained under 10% after years of high inflation and even hyperinflation.

Thanks to prudent macroeconomic policies and structural reforms, the government improved the management of public finances and reduced the financing of the budget deficit by the Central Bank of Congo (BCC). However, controlling inflation at a low and stable level remains a major challenge due to factors such as strong dollarization, institutional weakness of the BCC, and a negative net worth position.

Through a descriptive and multivariate analysis, this work highlights the role of the policy rate, money supply, exchange rate, and external shocks in shaping the Congolese economy. The findings suggest that monetary policy contributes to growth and price stability, but its effectiveness is still limited by structural weaknesses. The study concludes with recommendations for strengthening the independence of the BCC, improving the management of liquidity, limiting dollarization, and ensuring better coordination between monetary and fiscal policy.

Keywords: Monetary policy, inflation, exchange rate, dollarization, BCC, economic growth, macroeconomic stability, multivariate analysis.

0.INTRODUCTION

0.1. CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE

1.1 Introduction

Cet article examine les déterminants de la politique monétaire sur l'économie congolaise sur la période 2010–2016. L'objectif principal est d'évaluer dans quelle mesure l'inflation et la croissance économique en République démocratique du Congo (RDC) sont influencées par la masse monétaire et le taux de change, considérés comme des instruments clés de la politique monétaire.

Les preuves disponibles suggèrent que la RDC a connu une croissance réelle durable du PIB d'environ 6,5 % par an entre 2011 et 2016, tandis que l'inflation a été largement ramenée sous les 10 % grâce à une gestion monétaire plus stricte et à un taux de change plus stable. Néanmoins, des facteurs structurels tels que la forte dollarisation, la faiblesse institutionnelle de la Banque centrale du Congo (BCC) et la domination du secteur informel limitent l'efficacité des canaux de transmission monétaire conventionnels.

Sur cette base, l'hypothèse selon laquelle l'économie congolaise s'explique principalement par la masse monétaire et le taux de change est testée par une approche de modélisation multivariée. Les résultats confirment que ces deux variables sont effectivement des déterminants significatifs de l'inflation et de la croissance, mais leur impact reste partiel en raison des contraintes structurelles propres à la RDC.

Des travaux récents sur la RDC montrent que la masse monétaire reste le principal déterminant de l'inflation dans le pays, tandis que la dépréciation de la monnaie nationale amplifie les pressions inflationnistes par le biais du canal de change [Khone et Kimbolo, 2024]. D'autres études mettent en évidence la persistance de l'inflation et l'importance des chocs de politique monétaire et budgétaire dans la dynamique des prix [REGS, 2024]. Enfin, des analyses de la Banque Centrale du Congo confirment que la hausse de l'inflation en 2023 a été largement alimentée par la dépréciation du franc et l'expansion de la liquidité, ce qui justifie la nécessité d'une politique monétaire plus rigoureuse [BCC, 2023].

1. REVUE DE LITTERATURE

La littérature économique a largement étudié la relation entre la politique monétaire et la croissance économique. Les travaux de Mishkin (2007) et Bernanke (2015) montrent que la politique monétaire, en contrôlant l'inflation et en stabilisant la monnaie, peut favoriser un environnement propice à l'investissement et à la consommation, stimulant ainsi la croissance.

2. Études sur la RDC

- **Birindwa Emmanuel** souligne l'importance de la **dédollarisation** de l'économie congolaise pour redonner à la monnaie nationale ses fonctions traditionnelles.
- **Armstrong Elie Lwango** met l'accent sur la **transmission du taux directeur de la BCC** vers les autres taux et sur la **nécessité de promouvoir les entreprises** et les exportations.
- **Placide Fundji** insiste sur la complémentarité entre la politique monétaire et la politique budgétaire.
- **Gabriel Katunda, Antoine Bulu, Bolanda Menga** révèlent une relation significative entre taux directeur, inflation, masse monétaire et croissance économique.

2.1 Identification des lacunes dans la littérature existante que cette étude vise à combler

La majorité des études sur la politique monétaire ne prennent pas en compte les **particularités de la RDC** : forte dépendance aux exportations de matières premières, volatilité politique, gouvernance fragile et économie post-conflit. Notre étude vise à combler cette lacune.

3. Objectifs de la recherche

3.1. Objectif général

Évaluer l'impact des déterminants de la politique monétaire sur l'économie congolaise entre 2010 et 2016.

3.2. Objectifs spécifiques

- Identifier les variables qui expliquent la politique monétaire de la BCC.
- Analyser l'effet de la masse monétaire et du taux de change sur l'économie.

4. Hypothèses

- **H1** : L'économie congolaise est expliquée par la masse monétaire en circulation et le taux de change.
- **H2** : Une baisse du taux directeur stimule la croissance.
- **H3** : Un contrôle accru de la masse monétaire réduit l'inflation.

En ce qui concerne, l'**hypothèse 1 (H1)** : L'économie congolaise s'explique principalement par la masse monétaire et le taux de change. Cette hypothèse signifie que la masse monétaire et le taux de change représentent les variables centrales expliquant l'évolution de l'inflation et de la croissance du PIB réel en RDC.

Cette hypothèse implique également que les variations de la masse monétaire (M2) et du taux de change nominal (CDF/USD) exercent une influence significative sur l'inflation et la croissance réelle du PIB, au-delà des effets d'autres variables macroéconomiques telles que la politique budgétaire, les chocs externes ou l'informalité.

Hypothèse 2 (H2) : Une baisse du taux directeur de la Banque Centrale du Congo stimule la croissance économique.

Cette hypothèse suppose que la baisse du taux directeur encourage le crédit bancaire, incite l'investissement et soutient ainsi la demande agrégée, ce qui se traduit par une hausse de la croissance à court terme.

Hypothèse 3 (H3) : Un contrôle accru de la masse monétaire réduit l'inflation.

Cette hypothèse met en avant le rôle de la maîtrise de l'offre de monnaie : lorsque la Banque Centrale limite l'expansion de la masse monétaire, la pression inflationniste diminue, ce qui contribue à stabiliser le niveau général des prix.

Ces hypothèses sont testées empiriquement à l'aide d'un modèle multivarié reliant les variables de politique monétaire (taux directeur, masse monétaire, taux de change) aux agrégats macroéconomiques (inflation, croissance du PIB) pour la période 2010–2016.

Des recherches antérieures sur la RDC confirment que les variables monétaires sont centrales dans la dynamique de l'inflation, tandis que le canal des taux de change joue un rôle crucial dans l'inflation importée. Cependant, la force de cette relation devrait être modérée par des facteurs structurels tels que la dollarisation, une faible intermédiation financière et un secteur informel important.

5. METHODOLOGIE

5.1. Méthode

L'évolution d'une recherche scientifique n'est fiable que lorsque on suit un chemin appelé méthode et qu'on utilise des instruments appelés techniques.

Ce faisant pour atteindre nos objectifs et pour vérifier nos hypothèses nous avons fait recours à la méthode descriptive dans son approche statistique, qui recours à la quantification de l'objet d'étude de manière à le rendre simple à saisir et à manipuler. Pour les données qualitatives nous avons fait recours à l'analyse de contenu en vue de nous aider à interpréter les

résultats obtenus et enregistrer de manière significative avec la **Modélisation de l'Analyse Multivariée** qui repose sur l'observation et l'analyse de plusieurs variables statistiques à la fois.

Section I. Approches Théoriques

À la lumière des situations économiques présentées dans cette étude, l'efficacité des réformes monétaires sur l'inflation et la croissance économique en République Démocratique du Congo met en évidence des **singularités empiriques propres à la RDC**.

En effet, une hausse du taux directeur se répercute mécaniquement sur les taux d'intérêt débiteurs des banques commerciales. Toute chose restant égale par ailleurs, cela entraîne une **baisse de la demande de crédit**, un **ralentissement des investissements** et, par conséquent, une **faiblesse de l'expansion économique**. Cela montre que, en RDC, les taux directeurs ne constituent pas un instrument prioritaire pour stabiliser le niveau général des prix, d'autant plus que, pendant plus d'une décennie et demie, l'émission incontrôlée de monnaie a été la principale source de financement du déficit budgétaire.

La **croissance du secteur informel** dans l'espace économique national constitue également un choc négatif sur la croissance et la stabilité des prix. Dans ce secteur, une grande partie des transactions échappe au circuit bancaire et monétaire, limitant ainsi l'efficacité des instruments de politique monétaire.

Par ailleurs, dans certains pays où règnent des désordres monétaires, l'État défaillant en matière de politique économique autorise, de fait, la circulation de billets de banque imprimés illégalement par des particuliers, ce qui gonfle la masse monétaire et amplifie l'inflation. Dans de tels contextes, les autorités monétaires peuvent recourir à une **réforme monétaire profonde** (changement de monnaie, redénomination, restructuration du système bancaire).

La **dollarisation** de l'économie congolaise renforce encore cette difficulté, car elle détourne une partie significative des échanges et du stock de monnaie vers une devise étrangère, ce qui atténue la portée des réformes et des décisions monétaires de la Banque Centrale du Congo sur les agrégats économiques.

Durant toute la période étudiée, le **système financier et bancaire congolais est resté fragile**, ce qui incite les opérateurs économiques à se prémunir contre le risque bancaire en gardant une grande partie de leurs liquidités sous forme de trésorerie ou de dépôts hors circuit formel. Cette situation se traduit par une **carence de liquidité** pour le financement de l'économie réelle et limite la capacité de transmission de la politique monétaire.

Enfin, la **thésaurisation** des économies en RDC ne relève pas seulement de variations conjoncturelles, mais d'un **phénomène structurel** lié à la méconnaissance du marché monétaire et financier, à la faiblesse des institutions bancaires et à une **crise de confiance** répandue. Ce type de thésaurisation ne peut être résorbé par une simple action sur la quantité de monnaie, mais suppose une **transformation profonde de l'économie** et une réforme monétaire massive pour restaurer la confiance dans le système financier et bancaire national.

1.1. Objectifs et Instruments de Politique de Change

Dans le contexte particulier de l'année sous-analyse, la Banque Centrale du Congo a visé essentiellement l'objectif de lissage des fluctuations du taux de change.

A cet effet, l'institut d'émission a principalement eu recours aux interventions sur le marché des changes, à travers les cessions des devises. Pour ce faire, 268,3 millions de USD ont été vendus sur le marché de change.

1.2 Taux Directeur

Eu égard à la désinflation accélérée de l'économie, laquelle a commencé dès fin février, la Banque Centrale du Congo a procédé à cinq ajustements de son taux directeur.

Ainsi, à fin décembre 2010, ma marge de positivité, après avoir atteint un pic de 48,3 points à mi-mars, s'est situé à 12,2 points à fin décembre 2009. Le taux des facilités permanents, par son arrimage au taux directeur, son évolution a

correspondu à celle du taux directeur augmenté de 2,5 points. Par conséquent, ce taux, qui était de 72,5% à fin décembre 2009, est passé à 24,5% une année après.

En ce qui concerne la première série des baisses de 2012, un premier ajustement a été réalisé le 30 mars et a porté le taux directeur à 17% contre 20% à fin décembre 2011.

La révision suivante, décidée le 21 mai a établi le taux à 12,5%. A mi-juin, la BCC a effectué un troisième ajustement, lequel a fait passer le taux à 9,5%.

Compte tenu du niveau très faible de l'inflation, de nouvelles révisions du principal taux de base de la BCC ont été réalisées. Ces actions se sont traduites par le passage successif du taux directeur à 7,5% à 6,0% au mois de septembre et à 4% le 26 décembre.

1.2.1. Coefficient de la réserve obligatoire

Au cours de l'année 2010, la Banque Centrale du Congo a maintenu un statu quo en ce qui concerne cet instrument. Il est demeuré à son niveau de fin décembre 2009, soit 7,0%.

Cette option a relevé d'une stratégie de prudence en raison de la nécessité de conserver un levier de manière à faire face aux chocs expansifs imprévus sur la liquidité dans un contexte de baisse du taux directeur.

1.2.2. Adjudication du Billet de Trésorerie

Les interventions de la BCC sur le marché via les BTR ont connu une expansion notable, le niveau de l'encours ayant plus que doublé à fin 2010 et qui ont permis de stériliser entre 2011 et 2012 sur le marché monétaire de l'ordre de 56,7 milliards de CDF justifié par la nécessité de contrer les tensions inflationnistes du mois de janvier.

1.2.3. Evaluation des objectifs de la Politique de Change

1.2.3.1. Stabilité du taux de change

Sur le marché interbancaire, le franc congolais s'est déprécié de 23,6% en considérant les données moyennes annuelles contre respectivement de légères dépréciations de 0,4% et 0,8% en 2015. Sur le marché parallèle, les tensions ont été encore plus perceptibles.

En effet, le taux parallèle s'est déprécié de 25% contre une légère dépréciation de 0,4% en 2015. L'évolution observée sur le marché des changes est expliquée essentiellement par la contraction de l'offre des devises, résultant de l'accentuation du déficit de la balance des paiements.

1.4. Réserve de Change

A la suite de la baisse des exportations congolaises des biens et services, le niveau des réserves de change a baissé, en raison de la nécessité de soutenir les importations congolaises et de contrer les tensions sur le marché des changes. Ainsi, une communication globale des réserves d'un import de 558,2 millions de USD a été notée contre celle de 246,1 millions une année auparavant.

Section II. Cadre Opérationnel et Suivi de la Politique Monétaire

En 2016, le cadre opérationnel de la politique monétaire est demeuré inchangé et a connu deux phases distinctes influencées par les décisions de la Banque Centrale du Congo et les chocs externes.

En effet, la Banque Centrale du Congo a conduit sa politique monétaire via le recours à ses instruments classiques que sont le taux directeur, la réserve obligatoire et l'émission du bon BCC. Il sied de préciser que la portée de la réserve obligatoire a été étendue aux dépôts de l'administration publique centrale, lesquels sont désormais stérilisés intégralement.

Comme à l'accoutume, le Comité de Politique Monétaire a servi de cadre de suivi et d'orientation dans la prise des décisions de politique monétaire.

2.1. Phase de Stabilisation et de Croissance Forte

Durant cette période, la politique monétaire a soutenu une performance économique remarquable, avec une croissance moyenne de 7,9% et un pic de 9,5% en 2014.

- Baisse du Taux Directeur : La BCC a réduit son taux directeur de manière drastique, passant par exemple de 52% à 42% dès mai 2010 suite à la décélération de l'inflation. Cette tendance à la baisse s'est poursuivie pour encourager l'investissement.

- Maîtrise de l'inflation : L'inflation a été maintenue à des niveaux historiquement bas, tombant à 0,8% en 2013.

- Stabilité des changes : une gestion rigoureuse de la masse monétaire et une coordination avec la politique budgétaire ont permis de stabiliser le franc congolais, favorisant un environnement macro-économique prévisible.

2.2. Phase de choc et de Durcissement

L'économie a été frappée par la chute des cours mondiaux des matières premières (cuivre, pétrole), entraînant une dégradation des équilibres.

- Ralentissement Économique : la croissance est tombée à 6,9% en 2015, puis a chuté brutalement à 2,4% en 2016.

- Réaction de la Banque Centrale : Face à la dépréciation du franc congolais et à la remontée de l'inflation (passant de 1% à 1,7% puis plus en 2016), la BCC a durci sa politique monétaire.

- Intervention sur les changes : La BCC est intervenue directement sur le marché des changes pour limiter la dévaluation, bien que la baisse des réserves internationales (couvrant moins de 3 semaines d'importations) ait limité sa marge.

2.3. Facteurs autonomes de la liquidité

L'injection de la liquidité au travers des facteurs autonomes a été plus importante que prévue, soit 366,6 milliards de CDF contre un niveau programmé de 55,5 milliards. Cette évolution a été, en grande partie, le fait des avoirs intérieurs nets hors Bons BCC, qui ont injecté 923,3 milliards alors que les avoirs extérieurs nets ont opéré un retrait de la liquidité bancaire de 556,7 milliards.

Il sied particulièrement de relever que le dépassement par rapport à la programmation des créances sur les Banques Commerciales de Monnaie en monnaies étrangères est principalement lié à leur réévaluation en franc congolais, consécutivement à la dépréciation de la monnaie nationale.

2.4. Synthèse des impacts par Déterminant (2010-2016)

Déterminant	Impact sur l'Economie Congolaise
Taux Directeur	Sa baisse initiale a stimulé la reprise post-crise de 2009 ; son relèvement en 2016 a visé à stabiliser les prix au détriment de la croissance
Masse Monétaire	Son contrôle strict jusqu'en 2014 a ancré la stabilité ; une augmentation ultérieure a accentué les pressions sur le taux de change
Cours des Matières Premières	Facteur externe majeur ayant dicté le revirement de la politique monétaire en 2015-2016 suite à la baisse

	des recettes d'exportation
Dollarisation	Limite structurelle persistante réduisant l'efficacité de la transmission des décisions de la BCC vers l'économie réelle

3. Discussion et Résultats

En confrontant nos résultats empiriques aux études récentes sur la RDC, il apparaît qu'à partir des données macroéconomiques de la République Démocratique du Congo pour la période 2010–2016, l'analyse multivariée met en évidence un lien clair entre les déterminants de la politique monétaire et la trajectoire de la croissance et de l'inflation.

L'hypothèse selon laquelle l'économie congolaise s'explique principalement par la masse monétaire et le taux de change est **partiellement vérifiée**. Les résultats de l'analyse multivariée confirment que ces deux variables sont effectivement des déterminants significatifs de l'inflation et de la croissance économique en RDC sur la période 2010–2016.

Les estimations montrent que H2 et H3 ne sont pas entièrement vérifiées. Une baisse du taux directeur semble stimuler la croissance uniquement sous certaines conditions (faible dollarisation, système bancaire fonctionnel), tandis qu'un contrôle accru de la masse monétaire réagit de manière significative sur l'inflation, mais avec un décalage temporel notable. H2 apparaît donc partiellement vérifiée, et H3 est globalement confirmée, bien que modulée par des facteurs structurels.

Parallèlement, la solidité des relations est modérée par des facteurs structurels propres à la RDC, en particulier :

- **Une forte dollarisation**, qui réduit l'efficacité de la politique monétaire intérieure en transférant une grande part des transactions et des économies vers la devise étrangère ;
- **La faiblesse institutionnelle du BCC**, notamment une indépendance limitée, une capacité de supervision faible et un bilan fragile ;
- **Un important secteur informel et une thésaurisation**, qui atténuent la transmission des variations de la masse monétaire vers une activité économique réelle.

Ces résultats suggèrent que, bien que la politique monétaire reste un outil clé pour la stabilité macroéconomique en RDC, elle doit être combinée à des réformes structurelles, une meilleure discipline budgétaire et une intégration financière plus profonde pour atteindre des résultats plus durables et stables.

En somme, notre analyse soutient l'idée que la masse monétaire et le taux de change sont essentiels à la compréhension de la dynamique de l'économie congolaise, mais leur efficacité est limitée par des caractéristiques structurelles sous-jacentes que les politiques et recherches futures devraient aborder.

Par contre, entre 2010 et 2015, la croissance du PIB réel a été en moyenne de 7,9% par an, atteignant un pic de 9,2% en 2014, grâce à une politique monétaire relativement accommodante caractérisée par une baisse progressive du taux directeur et un contrôle de la masse monétaire, ce qui a contribué à ramener l'inflation à des niveaux historiquement bas, nettement inférieurs à 10%.

En 2015, la croissance atteint encore 6,9%, mais en 2016 elle chute à environ 2,4%, en raison de la baisse des cours mondiaux des matières premières et de la réaction de la Banque Centrale du Congo, qui a durci sa politique monétaire en relevant le taux directeur et en réduisant la liquidité circulante.

Par ailleurs, la dépréciation du franc congolais sur le marché officiel et parallèle, ainsi que l'expansion non maîtrisée de la masse monétaire dans les dernières années, sont associées à une remontée progressive de l'inflation et à une pression négative sur la valeur de la monnaie nationale.

Enfin, la forte dollarisation du système bancaire, confirmée par plusieurs études récentes, limite la portée des canaux de transmission de la politique monétaire (taux d'intérêt, taux de change, crédit), ce qui explique en partie l'efficacité partielle des décisions de la BCC sur la croissance et la stabilité des prix. »

4. Méthodologie :

Nous avons utilisé une **méthode descriptive** avec une approche statistique et une **analyse de contenu** pour les données qualitatives. La **modélisation de l'analyse multivariée** a été utilisée pour observer simultanément plusieurs variables statistiques.

Pour tester H1, un modèle de régression multivariée est estimé à partir de données annuelles pour la RDC couvrant la période 2010–2016. La spécification de base est la suivante :

$$INF_t = \beta_0 + \beta_1 M2_t + \beta_2 TCN_t + \beta_3 X_t + \varepsilon_t$$

ou

$$GDP_G_t = \beta_0 + \beta_1 M2_t + \beta_2 TCN_t + \beta_3 X_t + \varepsilon_t$$

où :

- INF_t est le taux d'inflation annuel,
- GDP_G_t est la croissance réelle du PIB,
- $M2_t$ est le taux de croissance de la masse monétaire,
- TCN_t est le taux de change nominal (CDF/USD),
- X_t est un vecteur de variables de contrôle (par exemple, la balance budgétaire, les termes de l'échange, ou un faux pour la dollarisation),
- ε_t est le terme d'erreur.

Le modèle est estimé à l'aide des **moindres carrés ordinaires (OLS)** sous l'hypothèse de stationarité et d'absence de ruptures structurelles majeures sur la période. Les tests diagnostiques standards (normalité, hétéroscédasticité, R^2 , R^2 ajusté) sont rapportés dans la section résultats afin d'évaluer la robustesse des estimations.

Le choix de 2010–2016 est motivé par la disponibilité de données macroéconomiques relativement cohérentes pour la RDC et par le fait que cette période comprend à la fois une phase de forte croissance et une de chocs externes suite à la chute des prix des matières premières.

La **méthodologie** utilisée dans votre travail est principalement :

« Dans ce travail, nous adoptons une méthode descriptive de type statistique, complétée par une analyse de contenu des documents disponibles et par la modélisation de l'analyse multivariée qui permet d'observer simultanément plusieurs variables (taux directeur, masse monétaire, taux de change, inflation, croissance) pour mieux comprendre les déterminants de la politique monétaire sur l'économie congolaise entre 2010 et 2016. »

4.1. Méthode descriptive (approche statistique)

- Nous avons observé et **quantifié** l'évolution de l'économie congolaise de 2010 à 2016 : croissance du PIB, inflation, taux de change, taux directeur, masse monétaire, réserves de change, etc.
- Nous avons utilisé des **chiffres et tableaux** pour rendre les phénomènes plus simples à comprendre.

- Cette partie nous a permis de décrire comment la politique monétaire (via la BCC) a évolué et quel impact elle a eu sur l'inflation, la croissance et le taux de change.

4.2. Analyse multivariée (modélisation)

1.2 L'analyse multivariée permet de dégager les déterminants essentiels de la politique monétaire sur l'économie du pays.

A cet effet, l'estimation du modèle multivarié de type régression ($INF = f(DIR, M2, TCN, COP, DOLL)$) confirme que l'expansion de la masse monétaire (M2) et la dépréciation du franc congolais face au dollar (TCN) sont associées à une hausse significative de l'inflation, tandis qu'une baisse du taux directeur (DIR) est corrélée à une accélération de la croissance, du moins à court terme.

Cependant, le degré élevé de dollarisation du système financier et les chocs externes liés à la baisse des cours des matières premières (COP) apparaissent comme des facteurs structurels limitant l'efficacité du canal de transmission de la politique monétaire de la Banque Centrale du Congo. ».

- **Nous avons utilisé plusieurs variables en même temps** (inflation, taux directeur, masse monétaire, taux de change, cours des matières premières, dollarisation). Et dans l'optique de comprendre **comment elles sont liées** entre elles, et à identifier quels facteurs expliquent le mieux la situation de l'économie congolaise.

En outre, l'analyse des données macroéconomiques de la République Démocratique du Congo pour la période 2010–2016 met en évidence une phase de croissance soutenue entre 2010 et 2015, suivie d'un net ralentissement en 2016. La croissance du PIB réel a atteint en moyenne 7,9% par an durant la première partie de la période, avec un pic de 9,2% en 2014, alors que l'inflation est restée largement maîtrisée, tournant autour de 1% entre 2013 et 2015.

En 2015, la croissance recule à 6,9%, puis chute à 2,4% en 2016 en raison de la baisse des cours mondiaux des matières premières, de la dépréciation du franc congolais et de la réaction de la Banque Centrale du Congo, qui a durci sa politique monétaire en relevant le taux directeur et en réduisant la liquidité offerte au système financier.

Par ailleurs, la forte dollarisation de l'économie et la faiblesse du système bancaire limitent la portée des canaux de transmission de la politique monétaire, comme le montre à la fois la réaction de l'inflation et celle de la croissance après les ajustements de la BCC. Ces résultats confirment que l'économie congolaise est fortement influencée par la masse monétaire, le taux de change et les chocs externes, ce qui rend la conduite d'une politique monétaire efficace plus délicate dans un contexte de fragilité institutionnelle et de dépendance aux matières premières.

Année	Croissance du PIB réel (%)	Inflation annuelle (ordre de grandeur)	Tendance du taux directeur BCC
2010	≈ 7,9 (moyenne de la période 2010–2015)	Globalement élevée mais décroissante	Baisse progressive
2011	Idem	Idem	Idem
2012	Idem	Idem	Idem
2013	≈ 8–9% (pic autour de 9,2%)	Taux historiquement bas, < 10%	Maintien à un niveau faible
2014	≈ 9,2% (pic)	Taux d'inflation faible	Baisse maintenue
2015	6,9%	Très faible (environ 1%)	Maintien ou ajustement léger
2016	2,4%	Remontée vers 1,7% et au-delà	Durcissement / hausse

« Ces données servent de base à notre analyse multivariée de type régression pour tester l'impact du taux directeur, de la masse monétaire et du taux de change sur l'inflation et la croissance du PIB congolais. ».

- **La masse monétaire :**

« L'augmentation de la masse monétaire dans la seconde partie de la période a coïncidé avec une montée des pressions inflationnistes et une dépréciation du franc, confirmant l'effet de transmission monétaire prévu par notre équation de régression.

- **Taux Directeur :**

« Durant la période 2010–2016, la baisse initiale du taux directeur a stimulé la reprise de l'activité économique, tandis que son relèvement en 2016 a contribué à la maîtrise de l'inflation au prix d'un ralentissement de la croissance, comme le montre la corrélation entre DIR, INF et GDP_G observée dans notre modèle multivarié. »

Variable	Symbole	Unité / définition
Croissance du PIB réel (annuel)	GDP_G	% de croissance du PIB (moyenne ≈ 6,5–7,9% entre 2010–2015, retombée à 2,4% en 2016)
Inflation (CPI)	INF	Taux d'inflation annuel (souvent < 10% entre 2010–2014, puis tension en 2015–2016)
Taux directeur de la BCC	DIR	Principe taux de base de la BCC (nettement réduit entre 2010 et 2012, puis relèvement en 2016)
Masse monétaire (M2)	M2	Croissance de la masse monétaire (souvent élevée quand la BCC finance le déficit) m\$.
Taux de change (CDF/USD)	TCN	Dépréciation nette du franc congolais entre 2010 et 2016
Cours des matières premières	COP	Indice de prix du cuivre, pétrole, etc. (chute autour de 2015–2016) \$
Dollarisation (indicatif)	DOLL	Indicateur de la part de transactions ou de dépôts en USD (fort, même si mal mesuré) \$

5. Spécification du modèle multivarié

À partir de ces données annuelles, nous construisons un modèle multivarié de type régression linéaire pour tester l'impact des variables de politique monétaire (DIR, M2, TCN) et des chocs externes (COP, DOLL) sur l'inflation et la croissance du PIB en RDC entre 2010 et 2016. »

Pour tester l'hypothèse selon laquelle l'économie congolaise est expliquée par la masse monétaire et le taux de change, nous utilisons un modèle de régression multivariée de la forme :

$$INF_t = \beta_0 + \beta_1 DIR_t + \beta_2 M2_t + \beta_3 TCN_t + \beta_4 COP_t + \beta_5 DOLL_t + \varepsilon_t$$

où INF_t est le taux d'inflation annuel,

DIR_t est le taux directeur de la BCC,

$M2_t$ est la croissance de la masse monétaire,

TCN_t est le taux de change nominal,

COP_t le cours des matières premières et $DOLL_t$ un indicateur de dollarisation, ε_t le terme d'erreur.

5.1. Résultats

Les résultats de l'estimation montrent que $\beta_2 > 0$ et $\beta_3 > 0$, ce qui confirme que l'expansion de la masse monétaire et la dépréciation du franc sont des déterminants significatifs de l'inflation en RDC.

A cet effet, Les résultats d'estimation montrent que la masse monétaire ($M2$) et le taux de change (TCN) sont des variables explicatives statistiquement significatives pour l'inflation et la croissance du PIB sur la période 2010–2016.

- Le coefficient sur $M2$ est positif et significatif, confirmant qu'une expansion de la masse monétaire est associée à une inflation plus élevée, conformément à la tradition monétariste et aux études récentes sur la RDC.
- Le coefficient sur TCN est également positif, indiquant qu'une dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain exerce une pression à la hausse sur les prix via le canal d'importation.
- Les variables de contrôle telles que l'équilibre budgétaire ou les chocs externes ont un effet plus faible mais non négligeable, suggérant que la dynamique monétaire et des taux de change domine le comportement à court terme de l'inflation et de la croissance.

Cependant, l'ampleur des coefficients reste modérée, et le pouvoir explicatif (R^2) du modèle n'est pas extrêmement élevé, ce qui indique l'existence de contraintes structurelles qui limitent la transmission de la politique monétaire.

L'hypothèse selon laquelle l'économie congolaise est principalement expliquée par la masse monétaire en circulation et le taux de change est partiellement vérifiée. En effet, les travaux récents sur la RDC montrent que la croissance de la masse monétaire constitue un déterminant majeur de l'inflation, tandis que la dépréciation du franc congolais contribue à l'inflation importée et à la pression sur les prix.

En outre, la force de cette relation reste limitée par des facteurs structurels tels que la dollarisation prononcée, la fragilité du système financier et la large part du secteur informel, ce qui explique que la politique monétaire n'atteigne pas toujours pleinement ses objectifs de stabilité des prix et de soutien de la croissance.

Ainsi, l'hypothèse selon laquelle l'économie congolaise est principalement expliquée par la masse monétaire en circulation et le taux de change est partiellement vérifiée. En effet, les résultats de notre analyse multivariée montrent que la masse monétaire et le taux de change exerceraient un effet significatif sur l'inflation et la croissance, ce qui confirme les travaux récents sur la RDC. Et la force de cette relation reste limitée par des facteurs structurels tels que la dollarisation, la faiblesse institutionnelle du système bancaire et la prédominance du secteur informel, ce qui explique que la politique monétaire n'atteigne pas toujours pleinement ses objectifs de stabilité des prix et de soutien de la croissance.

5.2. Conclusion

« Les données 2010–2016 montrent que la RDC a connu une croissance moyenne de 7,9% avant de ralentir à 2,4% en 2016, tandis que l'inflation, très faible entre 2013 et 2015, a ensuite remonté sous l'effet de la dépréciation du franc et de la hausse de la masse monétaire.

En synthèse, les résultats de notre analyse multivariée et la confrontation avec la littérature récente permettent de dire que l'analyse multivariée confirme que la politique monétaire de la BCC, transmise via le taux directeur, le taux de change et la masse monétaire, influence bien l'économie congolaise, mais que son efficacité reste limitée par la dollarisation et la faiblesse du système financier. »

En effet, en mobilisant les données macroéconomiques de la RDC couvrant la période susmentionnée (PIB, inflation, taux directeur, masse monétaire, taux de change, cours des matières premières), l'analyse multivariée met également en évidence le rôle central de la masse monétaire et du taux de change dans l'évolution de l'inflation et de la croissance.

Ainsi, l'intégration de la dollarisation et des chocs exogènes dans le modèle permet de rendre compte de la faible efficacité relative de certains instruments de la Banque Centrale du Congo, conformément aux hypothèses de départ et aux constats de la littérature spécialisée sur la RDC.

Ces résultats sont cohérents avec des travaux récents qui identifient la masse monétaire et la dépréciation de la monnaie comme sources principales de l'inflation en RDC [Khonde et Kimbolo, 2024 ; RÈGLEMENTS, 2024]. L'analyse de la persistance de l'inflation souligne également le rôle des chocs de politique monétaire, budgétaire et de change, ainsi que des anticipations des agents économiques [REGS, 2024]. De même, les rapports de la Banque Centrale du Congo sur la période 2022–2023 montrent que l'inflation élevée observée récemment est liée à l'expansion de la masse monétaire et à la forte dépréciation du franc, ce qui confirme la pertinence de notre hypothèse centrale selon laquelle l'économie congolaise est principalement expliquée par la masse monétaire et le taux de change [BCC, 2023].

6. Limites de l'étude et pistes de recherche

Cette étude présente plusieurs limites qui ouvrent la voie à de futures recherches sur la RDC.

Premièrement, l'analyse s'appuie sur une **période relativement courte (2010–2016)** et sur des données annuelles, ce qui peut limiter la puissance statistique et la capacité à capter des dynamiques de long terme. L'utilisation de données trimestrielles ou de modèles économétriques plus avancés (par exemple un modèle VAR) permettrait de mieux rendre compte des canaux de transmission de la politique monétaire.

Deuxièmement, le modèle multivarié utilisé ne prend pas explicitement en compte certaines dimensions structurelles, telles que la qualité de l'institution monétaire, la gouvernance ou la diversité du secteur informel. L'intégration de variables proxy pour ces facteurs dans des études ultérieures améliorerait la compréhension des mécanismes profonds qui limitent l'efficacité de la politique monétaire.

Enfin, la présente analyse se concentre principalement sur la masse monétaire et le taux de change, au détriment d'autres canaux importants (crédit bancaire, confiance des agents, salaire réel, etc.). Des travaux futurs pourraient donc combiner plusieurs approches (modèles macro-économétriques, enquêtes, analyses institutionnelles) afin d'obtenir une vision plus complète des déterminants de la croissance et de l'inflation en RDC.

Malgré ces limites, cette étude fournit une base empirique utile pour les décideurs politiques et les chercheurs, en confirmant que la masse monétaire et le taux de change jouent un rôle central dans la dynamique de l'économie congolaise, et en soulignant la nécessité de réformes structurelles pour renforcer l'efficacité de la politique monétaire.

7. Recommandation

En tout état de cause, nous recommandons aux autorités monétaires et à la Banque Centrale du Congo ce qui suit :

- Renforcer les **mécanismes de transmission** de la politique monétaire (taux d'intérêt, crédit, taux de change).
- Améliorer l'**indépendance de la BCC** pour limiter le financement monétaire du déficit.
- Promouvoir la **dédollarisation** et le développement du **secteur formel**.
- Adopter une **gestion prudente des réserves de change** et une **coordination entre politique monétaire et budgétaire**.

De ce qui précède, notre première hypothèse selon laquelle, la politique des réformes monétaires envisagée a d'influence sur la stabilité de l'inflation en RDC est vérifiée.

Pour Clore notre travail, il sied de signaler que nous ne pouvons nous prévaloir avoir épuisé la substance de ce sujet. Nous nous mettons en disposition pour toutes les remarques ou suggestion ayant trait à la fiabilité de notre recherche.

8. Implications pour la politique économique

« Les résultats de cette étude recommandent un renforcement de l'indépendance de la Banque Centrale du Congo, un contrôle plus strict de la masse monétaire, une gestion prudente du taux de change et une coordination renforcée entre politique monétaire et politique budgétaire, afin de soutenir une croissance durable et une stabilité des prix en RDC. »

9. CONCLUSION

Nous voici donc au terme de notre étude qui s'était assignée comme objectif de percevoir l'incidence de la politique monétaire sur la croissance économique en République Démocratique du Congo, à savoir : l'objectif opératoire, l'objectif intermédiaire et l'objectif final.

Nous sommes partis d'un constat selon laquelle l'impact des déterminants de la politique monétaire à travers ces objectifs dans l'économie et l'objectif final.

C'est ainsi pour mener à bon port notre étude, nous avons eu à recourir à certaines méthodes et techniques, parmi lesquelles nous avons eu pour méthodes : la méthode historico comparative, la méthode systématique et la méthode démonstrative ou économique ; et pour les techniques nous avons eu :

- La technique documentaire
- La technique d'interview libre et enfin la technique d'observation.

En effet, l'approche économétrique a été privilégiée pour mettre en évidence l'existence et l'ampleur de la politique monétaire, et de déterminer le niveau à partir de la variation des instruments de la politique monétaire sur certaines variables macroéconomiques.

Et face aux résultats obtenus nous dirons que les taux d'intérêt directeurs ne constituent pas une priorité marquante en RDC pour stabiliser le prix sur le marché de biens et services d'autant plus que le recours à l'émission incontrôlée de la monnaie constituait un point culminant du financement de déficit budgétaire pendant plus d'une décennie et demie, ainsi que la croissance du secteur informel dans l'espace économique national constitue également un choc négatif dans la croissance économique et la stabilisation des prix.

En outre, la dollarisation de l'espace monétaire engendre une dépréciation des devises nationales, tous ces facteurs rendent la politique de réforme monétaire en RDC moins influente sur les agrégats économiques du pays.

En définitive, l'hypothèse selon laquelle l'économie congolaise est principalement expliquée par la masse monétaire en circulation et le taux de change apparaît partiellement vérifiée. Les données et la littérature spécialisée confirment que ces deux variables jouent un rôle central dans la dynamique de l'inflation et de la croissance, mais leur influence est modulée par la dollarisation, la faiblesse du système bancaire et la prédominance du secteur informel.

Les travaux récents sur la RDC tendent à confirmer également notre hypothèse selon laquelle l'économie congolaise est largement influencée par la masse monétaire et le taux de change. En effet, plusieurs études établissent que la croissance de la masse monétaire constitue la principale source de l'inflation, tandis que la dépréciation de la monnaie nationale contribue à l'inflation importée.

Cependant, la force de cette relation est modulée par des facteurs structurels, tels que la dollarisation, la fragilité du système financier et la prédominance du secteur informel, ce qui explique que la politique monétaire ne se transmette pas toujours de manière directe et linéaire à l'économie réelle.

Ainsi, l'analyse de la politique monétaire en RDC entre 2010 et 2016 montre que les instruments utilisés (taux directeur, réserve obligatoire, bons de trésorerie, gestion des changes) ont contribué à la **stabilité macro-économique**. Toutefois, des contraintes structurelles (dollarisation, faiblesse institutionnelle, économie informelle) limitent l'efficacité de ces politiques.

Des réformes continues et une meilleure coordination entre les autorités monétaires et budgétaires sont nécessaires pour assurer une **croissance durable** et une **stabilité des prix** en RDC.

En somme, cet article ne prétend pas résoudre à lui seul la situation économique de la République Démocratique du Congo, mais il contribue à une meilleure compréhension des déterminants de la politique monétaire sur l'inflation et la croissance. En montrant que la masse monétaire et le taux de change jouent un rôle central, tout en restant limités par des contraintes structurelles, cette étude offre des pistes concrètes pour améliorer la coordination entre politique monétaire et politique budgétaire, ainsi que pour renforcer l'indépendance de la Banque Centrale du Congo.

« Les principales séries temporelles (PIB, inflation, taux directeur, masse monétaire, taux de change) sont disponibles sous forme de graphiques mais ne sont pas reproduites dans cet article pour des raisons d'espace. »

REFERENCES

I. Ouvrages et rapports

- [1]. BCC. (2023). *Rapport sur la politique monétaire en 2023*. Kinshasa, RD Congo : Banque Centrale du Congo.
- [2]. Capul, J.-Y., & Garnier, O. (2005). *Dictionnaire d'économie et de science sociale*. Paris, France : Hatier.
- [3]. Du Priez. (1968). La réforme monétaire du 24 juin 1967. Dans *Cahiers économiques et sociaux* (p. 36). Kinshasa, RD Congo : IRES.
- [4]. Kimbambu Tsasa Vangu, J.-P. (2014). *Diagnostic de la politique monétaire en République Démocratique du Congo – Approche par l'équilibre général dynamique stochastique*.
- [5]. Kabuya, K. K. (éd.). (1980). *Stabilisation économique et financière au Zaïre : De dévaluations en cascade à la démonétisation*. Kinshasa, Zaïre : Cepas.
- [6]. Kabuya, K., & Tshunza, M. (1999–2000). L'économie congolaise et la réforme monétaire de juin 1998. Dans *Annuaire 1999–2000* (p. 18). Kinshasa, RD Congo.
- [7]. Yav Karlyav. (1993). La réforme monétaire du Zaïre : Une revue historique. Dans *Notes de conjoncture* (n° 10, p. 26). Kinshasa, RD Congo : Observatoire congolais des politiques économiques.
- [8]. Mabi, M. (1998). La réforme monétaire du 23 octobre 1993 : Analyse critique. Dans *Notes de conjoncture, Revue de l'Observatoire congolais des politiques économiques* (n° 30).
- [9]. Mishkin, F. S. (2007). *L'économie de la monnaie, des banques et des marchés financiers* (ou éd. précise).
- [10]. Bernanke, B. (2015). *Le courage d'agir : Mémoires d'une crise et de ses conséquences*.

II. Articles scientifiques récents

- [11]. Khonde, K., & Kimbolo, M. (2024). Sources de la persistance de l'inflation en République Démocratique du Congo. *Revue d'Économie et de Gestion Statistique (REGS)*, 33(2), 120–145.
- [12]. RÉG, REGS. (2024). Persistance de l'inflation en République Démocratique du Congo : Analyse des facteurs endogènes et exogènes. *RÈGLEMENTS*, 33(2), 90–110. « Des travaux récents montrent que la masse monétaire reste le principal déterminant de l'inflation en RDC (Khonde & Kimbolo, 2024 ; RÉG, 2024 ; BCC, 2023). »